



Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Planification et aménagement durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO, Jean-François AUDRIN, Jean-Noël FOURCADE, Mustapha MAJDOUL, Jean-Luc MEISSONNIER, Caroline NAVARRE.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Restinclières - Modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par arrêté n°A2017-66 du 17 août 2017, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Restinclières, afin de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, en vue notamment de permettre la réalisation du projet d'aménagement de l'espace « Mercier » et de réaliser quelques adaptations réglementaires.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal a émis, par délibération en date du 27 juillet 2017, un avis favorable sur le projet de modification n°3 du PLU.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article L153-40, le projet de modification du PLU de la Commune de Restinclières a été notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) le 8 décembre 2017.

Par arrêté n°MAR2018-0116 du 6 avril 2018, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, du 27 avril 2018 au 28 mai 2018 inclus, portant sur le projet de modification n°3 du PLU de la Commune de Restinclières.

En ce qui concerne les remarques exprimées par le public durant l'enquête, une seule observation a été consignée dans le registre mis à la disposition, qui peut se résumer de la manière suivante :

- le titulaire du projet sur l'Espace Mercier, demande l'ajustement de l'article concernant les toitures, afin de permettre la mise en œuvre opérationnelle du projet.

En accord avec le Commissaire enquêteur, la Commune et la Métropole ont consenti à cette adaptation réglementaire.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier a émis un avis favorable au projet, par courrier du 10 janvier 2018.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire Enquêteur. Ce dernier a pris acte des réponses qui lui ont été apportées dans le cadre du mémoire en réponse, transmis à son attention le 14 juin 2018.

Dans ce contexte, Monsieur le Commissaire Enquêteur a remis son rapport d'enquête publique et ses conclusions motivées à Montpellier Méditerranée Métropole le 20 juin 2018. Constatant que l'enquête publique s'est tenue dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, Monsieur le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable.

En accord avec le Commissaire enquêteur, le dossier de la modification du PLU est donc uniquement repris afin de procéder à l'ajustement de l'article concernant les toitures.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n°3 du PLU de Restinclières ;
- approuver le dossier de modification n°3 du PLU de la Commune de Restinclières tel que modifié suite à la demande du Commissaire enquêteur ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juillet 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmise en préfecture:

- M2018-339.pdf
- retour liste annexe m2018-339.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.